

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/CN.4/835/Add.2  
30 janvier 1963  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS  
ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Dix-neuvième session  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

ETUDE DU DROIT EN VERTU DUQUEL NUL NE PEUT ETRE ARBITRAIREMENT  
ARRETE, DETENU OU EXILE

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a reçu des Gouvernements de la Finlande, de l'Inde, du Japon, du Mexique et des Etats-Unis d'Amérique les observations ci-après. Jusqu'à présent, vingt-sept gouvernements au total ont fait parvenir des observations.

23. FINLANDE

18 janvier 1963  
/Original : anglais/

Les principes fondamentaux, notamment ceux qui sont énoncés dans les quatre premiers articles du projet préparé par le Comité chargé de l'étude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, sont énoncés en Finlande dans toutes les lois et décrets concernant l'arrestation ou la détention. Le principe qui figure à l'article premier se retrouve dans la loi constitutionnelle finlandaise (art. 6, par. 1) aux termes de laquelle "la loi garantit à tout citoyen finlandais sa vie, sa liberté personnelle et ses biens". (On trouvera une description plus détaillée de la législation finlandaise dans le document de séance No 13, préparé par le Comité chargé de l'étude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, et qui sera désigné ci-après sous le nom Monographie par pays - Finlande.)

Sur la plupart des autres articles qui reprennent d'une façon plus détaillée les principes fondamentaux, le Gouvernement finlandais n'a aucune observation à présenter, car ils sont eux aussi conformes à la législation finlandaise. En revanche, celle-ci renferme certaines notions et mesures qui ne coïncident pas exactement avec le projet de principes, en particulier pour des questions où les articles semblent refléter une tradition juridique différente de la tradition finlandaise. Ces différences ainsi que d'autres questions sont étudiées dans l'exposé ci-après :

#### Portée des termes "arrestation" et "détention"

Ainsi que l'indique le commentaire joint à l'article premier du projet de principes, du point de vue technique, les termes "arrestation" et "détention", ne se définissent pas nécessairement de la même façon dans tous les pays. En Finlande, la privation de liberté comporte trois étapes - la prise de corps, l'arrestation et la détention. La prise de corps est une mesure en vertu de laquelle une personne soupçonnée d'avoir commis une infraction est traduite devant une autorité compétente ou mise en détention. L'arrestation est une mesure par laquelle le suspect est gardé en détention pendant l'enquête préliminaire en attendant que l'on puisse décider, sur la base des preuves supplémentaires recueillies au cours de l'enquête, le maintien de la détention ou la mise en liberté. Ainsi, en droit finlandais, la notion de prise de corps correspond à la mesure décrite à l'article 7 du projet de principes, tandis que la notion d'arrestation correspond aux mesures visées à l'article 6.

La distinction entre "la prise de corps" et "l'arrestation" pourrait s'appliquer, en particulier, en ce qui concerne l'article 7 du projet de principes. En Finlande, comme dans un certain nombre de pays, le droit d'appréhender le suspect pris en flagrant délit (c'est-à-dire alors même qu'il commet l'infraction ou au cours de la poursuite qui suit immédiatement) appartient aux simples particuliers. Il va de soi que la personne appréhendée doit être remise dès que possible à l'autorité policière compétente. Il semble que cette disposition du droit finlandais n'est pas en contradiction avec le libellé de l'article 7, encore que cet article puisse, peut-être, être rédigé plus clairement (voir le document E/CN.4/826, par. 123-125).

/...

Dans le projet de principes, le terme "détention" ne couvre que la détention préventive. C'est ce qui ressort également du titre de son chapitre premier - "Arrestation et détention de personnes soupçonnées ou inculpées d'une infraction pénale" - où il n'est aucunement question des délinquants déclarés coupables. Il est possible que cet aspect de la détention ait été délibérément omis dans le projet de principes, mais le Gouvernement finlandais tient cependant à faire observer que la législation finlandaise prévoit que les délinquants reconnus coupables peuvent dans certains cas être mis en détention pour une courte période de temps entre la fin du procès et le moment où la sentence prend effet pour s'assurer que la peine sera exécutée. Ainsi, le tribunal ordonnera que le délinquant qui a été condamné aux travaux forcés pour une durée de deux ans ou davantage soit détenu, à moins qu'il n'y ait, de façon évidente, aucune raison de le faire. En tout état de cause, lorsqu'il s'agit d'une peine de travaux forcés et si, en raison de la nature de l'infraction, de la conduite ou de l'attitude du délinquant, ou en raison d'autres faits, il est vraisemblable qu'il s'échappera avant l'exécution de sa peine (qui ne peut commencer avant que la sentence ait acquis force de chose jugée : en Finlande 8 jours après le prononcé du jugement ou, si l'intéressé a interjeté appel, après la décision de l'instance d'appel) ou s'il existe des raisons de craindre qu'il ne continue son activité criminelle, le tribunal peut ordonner sa mise en détention. Lorsqu'il s'agit d'une peine d'emprisonnement inférieure à deux ans, le tribunal peut ordonner la détention du délinquant, si ce dernier n'a pas de lieu de résidence permanent dans le pays et qu'il existe des raisons de craindre qu'il s'échappera. Si le délinquant est condamné à une peine inférieure à deux années d'emprisonnement pour vol, vol avec effraction ou recel, ou pour tentative ou complicité d'une infraction de cette nature, le tribunal ordonnera sa mise en détention à moins qu'il n'y ait, de façon évidente, aucune raison de prendre une telle mesure de sécurité (voir Monographie par pays - Finlande, par. 37). Le Gouvernement finlandais préférerait donc que l'article 3 soit libellé de façon à inclure la détention des délinquants déclarés coupables ou qu'il y soit précisé qu'il traite exclusivement de la détention préventive.

### Conditions régissant l'arrestation et la détention

Mise à part la question de la détention consécutive au jugement, traitée ci-dessus, les conditions posées à l'article 5 du projet de principes pour le prononcé d'une peine privative de liberté contre une personne soupçonnée d'une infraction sont à peu près les mêmes que celles que prévoient les lois finlandaises relatives à la prise de corps, à l'arrestation et à la détention. Toutefois, en Finlande, la privation de liberté est également prévue lorsqu'il y a des raisons de craindre que la personne soupçonnée poursuivra son activité criminelle si elle n'est pas mise en détention. De l'avis du Gouvernement finlandais, une telle mesure s'impose dans certains cas; le droit finlandais prévoyant que nul ne peut être arrêté s'il n'est soupçonné d'avoir commis une infraction emportant une peine de travaux forcés ou d'emprisonnement pour une durée de deux ans ou davantage, cette règle s'appliquera surtout aux récidivistes qui ont commis des infractions graves (voir Monographie par pays - Finlande, par. 19).

### Attributions des autorités administratives et judiciaires

Aux termes de l'article 6 du projet de principes, le mandat ou ordre d'arrêt ne peut être décerné que par un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires. En l'occurrence, le système finlandais diffère de celui qui est envisagé dans le projet de principes. Etant donné que l'autorité de police ou le procureur compétent poursuivent l'enquête préliminaire jusqu'à ce qu'ils aient réuni des preuves suffisantes, on a jugé nécessaire de les habilitier à décerner le mandat de détention qui a pour effet de déclencher l'action judiciaire (litispendance). Une fois le mandat décerné, le suspect sera traduit devant le tribunal dans des délais rapides fixés par la loi; à partir de ce moment-là, seul le tribunal peut décider si le prévenu doit ou non être mis en détention pendant le procès.

Ce régime réduit au minimum les risques d'abus de pouvoir par l'autorité habilitée à décerner le mandat de détention. En premier lieu, les autorités de police et les procureurs à qui appartient ce pouvoir agissent sous responsabilité officielle et sous le contrôle strict des autorités dont ils relèvent. Ils sont

également contrôlés par le Chancelier de la justice et par le Commissaire parlementaire chargé du contrôle de la justice et de l'administration ("ombudsman"), qui sont l'un et l'autre chargés de contrôler tous les tribunaux ainsi que les autorités administratives. En outre, les officiers de police et les procureurs sont en général des personnes hautement qualifiées, titulaires de diplômes universitaires de droit, et qui sont donc en mesure d'apprécier convenablement les faits. La personne arrêtée ou détenue a, du reste, le droit de contester la légalité de l'arrestation ou de la détention et de faire tenir, sous pli fermé, sa protestation à l'autorité de contrôle compétente (voir Monographie par pays - Finlande, par. 23 et 24. Pour ce qui est de l'institution de l'"ombudsman" en Finlande et dans les autres pays scandinaves, voir le rapport sur le cycle d'études de 1962 sur les recours judiciaires et autres contre les abus de pouvoir de l'autorité administrative, document des Nations Unies ST/TAO/HR.15.)

Le principe énoncé à l'article 10 du projet de principes, à savoir que la personne arrêtée doit être traduite sans retard devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, suppose l'existence d'une autorité judiciaire, telle que le juge d'instruction dans certains pays, chargée de contrôler le bien-fondé de l'arrestation. Dans des pays comme la Finlande où ce contrôle est en fait exercé par des autorités administratives plutôt que judiciaires, le suspect est gardé en détention pendant l'enquête préliminaire sous la responsabilité de l'autorité de police ou du procureur compétent, dont les attributions sont strictement définies par la loi et qui sont soumises à un contrôle, comme il a été expliqué ci-dessus.

Le système en vertu duquel les questions de droit et les preuves doivent être soumises à une autorité judiciaire avant que l'affaire ne soit portée devant le tribunal aux fins de jugement définitif ne s'appliquant pas en Finlande, il est clair que le délai de vingt-quatre heures est trop court pour permettre de mener à bonne fin l'enquête préliminaire. En conséquence, la durée maximum d'une arrestation en Finlande est de trois jours. Après quoi, l'autorité de police ou le procureur compétent doivent décider si le suspect doit être gardé en détention en attendant de passer en jugement, ou mis en liberté.

Le principe énoncé au paragraphe 3 de l'article 19 du projet de principes est appliqué en Finlande. Toutefois, ce sont les autorités pénitentiaires ou policières compétentes qui décident de l'application des restrictions prévues par la loi, et non le tribunal, lequel n'est responsable que de la conduite du procès et n'intervient pas dans des questions de caractère pratique ou administratif.

En ce qui concerne le principe énoncé au paragraphe 3 de l'article 27, il convient de mentionner que dans nombre de pays les autorités judiciaires n'interviennent pas dans les questions administratives visées dans ledit paragraphe. En Finlande, par exemple, le contrôle des prisons est assuré par le service pénitentiaire du Ministère de la justice. Les locaux de détention de la police sont placés sous le contrôle des inspecteurs de police compétents. De plus, le Chancelier de la justice et le Commissaire parlementaire chargé du contrôle de la justice et de l'administration exercent un contrôle sur tous les locaux de détention de la police et prisons et y effectuent des inspections. Chaque année, le Commissaire parlementaire présente au Parlement un rapport sur ses observations.

L'article 38 du projet de principes énonce le droit de toute personne arrêtée ou détenue d'introduire immédiatement un recours devant une autorité judiciaire pour contester la légalité de son arrestation ou de sa détention. Il convient cependant de noter que dans certains pays on peut recourir également à une procédure administrative à cette fin. Ainsi, par exemple, en Finlande, le Chancelier de la justice et le Commissaire parlementaire chargé du contrôle de la justice et de l'administration jouent un rôle important à cet égard, offrant à l'intéressé un recours immédiat au cas où il se serait vu refuser les droits et les garanties accordés par la loi. Ce système n'empêche pas bien entendu soit l'action en dommages-intérêts pour tout préjudice causé par une arrestation ou une détention illégales, soit l'application de sanctions pénales aux autorités qui s'en sont rendues responsables.

En conclusion, si l'on veut que le projet de principes puisse être appliqué au plus grand nombre possible de pays, il semblerait qu'il faille modifier son libellé sur certains points et tenir compte également des variantes, qui existent dans les divers systèmes, dans la répartition des responsabilités entre autorités administratives et judiciaires, pour les cas mentionnés ci-dessus.

### Délais

Pour ce qui est du paragraphe premier de l'article 14 du projet de principes, il convient de mentionner que la loi finlandaise fixe un délai pour la période de détention préventive à l'expiration duquel l'affaire devra avoir été portée devant le tribunal; il existe également un délai pour l'ajournement du procès à la session suivante; il n'y a cependant aucune restriction quant au nombre d'ajournements. Etant donné que, dans certaines affaires, il peut y avoir plusieurs accusés et une documentation volumineuse, il ne semble pas possible en Finlande de limiter la durée de la détention, ce qui serait d'autant plus difficile que la sentence ne devient exécutoire que lorsqu'elle n'est pas ou n'est plus susceptible d'opposition ou d'appel. Fixer un délai précis pour la période de détention, reviendrait donc à imposer ce même délai pour les débats devant l'instance d'appel et à la Cour suprême.

La période de détention en Finlande peut donc durer plus longtemps qu'il n'est prévu dans le projet de principes, mais cet inconvénient se trouvera diminué du fait que la loi finlandaise prévoit une réduction de la sentence finale calculée sur la base du temps de détention. Dans la pratique, cette disposition joue normalement dans tous les cas où elle est applicable (voir Monographie par pays - Finlande, par. 34 et 35).

Le délai fixé au paragraphe 3 de l'article 14 ne saurait lui non plus s'appliquer en Finlande, car la peine minimum d'emprisonnement ou de travaux forcés prévue par la loi est dans la plupart des cas extrêmement courte même pour les infractions graves. De plus, l'inculpé peut, pendant sa détention, être soumis à un examen psychiatrique, ce qui en général prend assez de temps.

### Mise en liberté provisoire

Le système proposé à l'article 16 du projet de principes ne saurait être adopté en Finlande. En particulier, la mise en liberté provisoire sous caution irait à l'encontre de l'idée de la justice telle qu'elle est comprise en Finlande. Selon le droit finlandais, la question de l'arrestation ou de la détention ne peut être tranchée que sur la base des dispositions énonçant les conditions régissant ces mesures. Dès que ces conditions ne sont plus réalisées, la personne détenue doit être mise en liberté.

Droit de se faire assister d'un conseil

Aux termes de l'article 20 du projet de principes, la personne arrêtée ou détenue aura le droit de se faire assister d'un conseil dès le moment de l'arrestation. Le Gouvernement finlandais n'est pas sûr cependant que ce principe, tel qu'il est énoncé, soit à recommander si l'on considère qu'il est indispensable que l'enquête établisse le plus rapidement possible la vérité sur les faits imputés à l'inculpé. Généralement, la première déclaration faite par le suspect lui-même est, de ce point de vue, extrêmement importante. Durant l'enquête préliminaire, on se borne à demander au suspect d'exposer les faits tels qu'ils sont connus de lui, ce qu'il peut faire sans l'assistance d'un conseil. Il convient de noter à cet égard que le suspect n'est aucunement lié lorsque son affaire vient en jugement par la déclaration qu'il a faite au cours de l'enquête préliminaire. On pourrait donc modifier le principe énoncé à l'article 20 de façon à laisser une certaine latitude aux autorités chargées de l'enquête. Par voie de conséquence, celles-ci se verraient également accorder un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne les entrevues et la correspondance entre la personne arrêtée ou détenue et son conseil, qui sont envisagées à l'article 21 du projet de principes.

A cet égard, il y a lieu de faire remarquer que dans de nombreux pays, notamment en Finlande, les conseils ne sont pas des auxiliaires de la justice mais des hommes de loi indépendants. Le Barreau finlandais exerce un certain contrôle disciplinaire sur ses membres, mais des personnes qui n'en font pas partie et même des personnes qui n'ont aucune qualification juridique ont le droit, en Finlande, d'être conseils.



## 24. INDE

14 janvier 1963

[Original : Anglais]

Observations générales

1. L'article 14 de la Constitution de l'Inde prévoit que l'Etat ne refusera à personne l'égalité devant la loi ou une protection égale des lois à l'intérieur du territoire de l'Inde. Le Code de procédure criminelle distingue avec soin entre les infractions cognizable pour lesquelles un officier de police peut appréhender le délinquant sans mandat d'arrêt et les infractions non cognizable pour lesquelles un mandat d'arrêt est nécessaire pour procéder à l'arrestation. Conformément à l'article 22 1) de la Constitution de l'Inde, quiconque a été arrêté ne peut être maintenu en détention sans être informé, aussitôt que possible, des motifs de son arrestation ni se voir refuser le droit de consulter l'avocat de son choix ou d'être défendu par lui. Selon l'article 22 2) de la Constitution de l'Inde, et le paragraphe 61 du Code de procédure criminelle, toute personne arrêtée sans mandat d'arrêt ne peut être détenue plus longtemps qu'il n'est nécessaire compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire et elle doit être traduite devant le magistrat le plus proche dans les 24 heures qui suivent l'arrestation, non compris le temps nécessaire pour se rendre du lieu de l'arrestation au tribunal de ce magistrat.

Pour les crimes passibles de la peine de mort ou de l'emprisonnement à vie, le gouvernement engage à ses propres frais un conseil pour permettre à l'accusé de se défendre quand il n'a pas d'avocat personnel.

2. Les articles relatifs à l'arrestation et à la détention pour des motifs étrangers au droit pénal qui font l'objet du chapitre III ne sont pas conformes à la Loi de 1950 relative à la détention préventive, qui a été modifiée et prorogée à plusieurs reprises. Par exemple, l'article 30 prévoit certains cas dans lesquels l'arrestation et la détention peuvent être effectuées pour des motifs étrangers au droit pénal et mentionne expressément la détention d'un mineur en vertu d'une décision régulièrement rendue par un tribunal ou une autorité compétente, la détention de personnes atteintes d'aliénation mentale, d'alcooliques, de toxicomanes, etc. Au contraire, le paragraphe 3 de la Loi indienne relative

/...

à la détention préventive énonce les raisons pour lesquelles l'arrestation ou la détention préventive peut être ordonnée. Le Gouvernement de l'Inde ne peut appuyer les articles qui seraient en contradiction avec les dispositions et la procédure établies par sa propre législation.

3. Les articles concernant l'arrestation et la détention en vertu de pouvoirs d'urgence dont il est question au chapitre IV vont plus loin que les dispositions des décrets sur la défense et de la Loi relative à la défense qui s'appliquent en Inde. L'Inde est actuellement en état d'urgence à la suite d'une proclamation du Président faite conformément à l'article 352 de la Constitution. Les dispositions en question définissent les pouvoirs en matière d'arrestation et de détention. Mais elles ne stipulent pas qu'il faille motiver l'arrestation et ne prévoient pas de recours en justice.

#### Commentaires sur certains articles

Article 5 : Nous suggérons de supprimer le mot "grave" et de remplacer dans le texte anglais le terme "reasonable" par "sufficient". L'article se lirait alors comme suit

"Nul ne sera arrêté ou détenu s'il n'existe des motifs suffisants de croire qu'il a commis une infraction punie par la loi d'une peine privative de liberté, ainsi que des raisons de craindre que, s'il n'est pas appréhendé, il ne se dérobe aux poursuites ou n'entrave la bonne marche de l'enquête."

Articles 6 et 7 : Aux termes de l'article 6, aucune arrestation ne peut être opérée sans un mandat ou ordre d'arrêt écrit émanant d'un juge ou d'une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires. Nous ne sommes pas en faveur de ces dispositions. Dans certains cas, les officiers de police devraient pouvoir opérer une arrestation sans mandat. Ces cas ne sont pas nécessairement ceux qui sont mentionnés à l'article 7. Par exemple, on doit pouvoir arrêter sans mandat un voleur d'habitude, un cambrioleur ou un vagabond. De même, une personne trouvée en possession d'un objet dont on peut raisonnablement croire qu'il a été volé et qui de ce fait peut raisonnablement être soupçonnée d'avoir commis un délit, devrait pouvoir être arrêtée sans mandat. On peut citer aussi le cas de celui qui gêne un officier de police dans l'exercice de ses fonctions ou de celui qui s'est évadé ou a tenté de s'évader alors qu'il était

détenu dans des conditions régulières. Il s'agit là d'exemples, mais la liste n'est pas exhaustive. Les lois pénales de nombreux pays prévoient l'arrestation sans mandat dans certains cas.

Article 9 : Nous suggérons de remplacer les mots "au moment de son arrestation" utilisés dans cet article par les mots "aussitôt que possible".

Article 10 2) : Nous suggérons de supprimer la phrase commençant par les mots "le délai prescrit ci-dessus ne pourra, etc.".

Article 13 2) : Les mots "Avant de pouvoir faire l'objet d'un ordre de détention" utilisés dans ce paragraphe devraient être supprimés.

Articles 14 et 15 : La durée maximum de la détention dépendrait des lois des différents pays relatives à la détention préventive. Nous n'approuvons pas les dispositions de ces articles.

Article 17 : Nous estimons qu'il est impossible qu'une personne arrêtée ou détenue soit informée de tous ses droits et obligations et de la manière dont elle peut se prévaloir de ses droits. Il serait suffisant qu'elle ne se voit pas refuser le droit de consulter un conseil de son choix et de lui confier sa défense.

25. JAPON

29 janvier 1963  
[Original : Anglais]

Il est très important, pour la protection des droits fondamentaux de l'homme, qui sont communs à toute l'humanité, que l'Organisation des Nations Unies projette d'établir, en ce qui concerne le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté ou détenu, des principes qui devront servir de normes et auxquels le droit et la pratique devront se conformer. Cependant, il convient de noter que, dans chaque pays, la procédure criminelle et, en particulier, les règles relatives à l'arrestation et à la détention, tirent leur origine de l'histoire du pays intéressé, de ses besoins sur les plans national et social et de l'attitude adoptée par la population à l'égard des lois et qu'ils sont indissolublement liés aux dispositions contenues dans la Constitution, le Code pénal et d'autres lois pertinentes et avec les idées dont s'inspirent certaines autorités : tribunal, Ministère public, police, etc., les pouvoirs dont elles sont investies et les fonctions qu'elles exercent. Les mêmes considérations s'appliquent aux procédures de contrôle de l'entrée dans un pays et de la sortie des étrangers et notamment aux règles qui leur sont applicables en matière d'arrestation et de détention. En outre, pour ce qui est du contrôle des étrangers, le Gouvernement japonais estime que l'on doit tenir compte de la situation particulière dans laquelle se trouve chaque pays au sein de la communauté internationale. Par conséquent, il est souhaitable à son avis que les principes susmentionnés n'établissent pas des limitations ou des règlements détaillés et concrets en matière d'arrestation et de détention mais qu'ils se bornent à édicter des règles générales de base; quant aux règlements détaillés et concrets, on devrait laisser à chaque gouvernement le soin de les élaborer, de manière que ce gouvernement puisse mettre au point, sous sa propre responsabilité, des règles appropriées eu égard à la situation dans laquelle se trouve effectivement le pays. Compte tenu des considérations qui précèdent, l'on estime que, par exemple, les dispositions suivantes du projet de principe ne sont pas appropriées :

/...

1) Les dispositions de l'article 5 et du paragraphe 1 de l'article 13 qui, semble-t-il, interdisent absolument l'arrestation et la détention lorsqu'il s'agit d'une infraction autre qu'une infraction grave punie par la loi d'une peine privative de liberté, 2) les dispositions des articles 6, 10, 12, 14 et 15 qui fixent avec précision les délais à respecter en matière d'arrestation, de détention, etc., 3) Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 16 que l'on peut interpréter comme prévoyant qu'il faut donner à la personne arrêtée la possibilité d'obtenir sa mise en liberté, moyennant la fourniture d'une garantie financière ou le versement d'une caution, même avant que les poursuites ne soient officiellement entamées, 4) les dispositions du paragraphe 3 de l'article 19 (il est préférable d'indiquer clairement que ces dispositions ne s'appliquent pas à la période qui s'étend du moment où est opérée l'arrestation jusqu'à celui où la personne arrêtée ou détenue est mise en présence d'un juge ou d'une autre autorité habilitée par la loi à exercer des pouvoirs judiciaires), 5) les dispositions de l'article 20 qui, semble-t-il, prévoient que le tribunal ou une autre autorité compétente doit fournir un conseil au suspect avant l'inculpation, 6) les dispositions du paragraphe 1 de l'article 21 qui garantissent à la personne arrêtée ou détenue le droit de communiquer avec son conseil, en prévoyant en détail et de façon concrète de quelle manière il peut le faire et quel contrôle doit être exercé, 7) les dispositions du paragraphe 1 de l'article 22 qui, semble-t-il, obligent à révéler les éléments de preuve avant le jour de l'audience publique devant le tribunal, 8) les dispositions du paragraphe 2 de l'article 22 qui, semble-t-il, prévoient que la police ou le Ministère public ne peut pas interroger le suspect ou les témoins en l'absence du conseil de l'intéressé, 9) les dispositions pertinentes du paragraphe 2 de l'article 24 qui prévoient que tout élément de preuve qui est le résultat (le fruit) d'une déclaration obtenue au moyen des méthodes prohibées doit être considéré comme non recevable, 10) les dispositions du paragraphe 3 de l'article 24 qui stipulent que seuls les aveux faits, en présence du conseil, devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer les fonctions judiciaires, pourront être utilisés comme preuve, 11) les dispositions de l'article 26 qui prévoient

/...

certaines restrictions précises en ce qui concerne les lieux où sont détenues les personnes arrêtées, les fonctionnaires préposés à leur garde, etc., 12) les dispositions du paragraphe 2 de l'article 29 qui limitent les cas dans lesquels les étrangers peuvent être arrêtés ou détenus en attendant qu'une décision soit rendue au sujet de leur expulsion et prévoit que, dans les cas susmentionnés, l'arrestation ou la détention ne pourra être opérée sans un mandat ou un ordre écrit émanant du tribunal ou d'une autre autorité, 13) les dispositions des articles 30 et 31 (il est préférable d'indiquer clairement que ces dispositions ne s'appliquent pas à la contrainte immédiate (ou en allemand Sofortiger Zwang) à laquelle sont soumises par la police, à titre de mesure administrative, uniquement les personnes qui sont dans un état tel que l'on puisse craindre qu'il leur soit difficile de se comporter normalement en raison de l'influence de l'alcool, les enfants fugueurs, les malades, etc.), 14) les dispositions de l'article 32 se rapportant aux cas visés au paragraphe 1 c) de l'article 30 qui traitent la personne dont l'état mental n'est pas normal de la même manière que d'autres personnes arrêtées ou détenues, 15) les dispositions du paragraphe 1 de l'article 38 qui prévoient que quiconque est en danger imminent d'être arrêté ou détenu aura le droit d'entamer une action pour éviter le préjudice qui le menace et les dispositions du paragraphe 2 de l'article 38 pouvant être interprétées comme signifiant que la personne qui est détenue et a entamé une action devant une autorité judiciaire, conformément aux dispositions du paragraphe 1 dudit article, doit être amenée sans délai devant cette autorité, même si sa demande a été jugée manifestement immotivée et 16) les dispositions de l'article 40 qui semblent signifier que l'Etat peut être tenu de verser une indemnité pour réparer les torts causés par une arrestation et une détention ordonnées en violation des dispositions du projet de principes.

26. MEXIQUE

21 janvier 1963  
[Original : espagnol]

Article premier

Le Mexique n'a pas d'objections à formuler à l'égard de cet article, étant donné que le système juridique mexicain est entièrement conforme au principe qui y est énoncé. En effet, l'article 14 de la Constitution dispose que nul ne pourra être privé de la vie, de sa liberté ou de ses propriétés, biens ou droits, qu'à la suite d'une instance judiciaire portée devant les tribunaux établis antérieurement, dans laquelle seront observées les formalités essentielles de la procédure, et conformément aux lois édictées avant l'acte qui motive le procès.

Ce principe garantit la sécurité politique puisqu'il stipule que nul ne peut être privé de sa liberté si ce n'est à la suite d'un jugement, c'est-à-dire en vertu d'un acte qui constitue une manifestation de la juridiction de l'Etat et dont le but essentiel est de trancher un cas précis en établissant de manière contradictoire et contentieuse le motif juridique ou légal de la privation de liberté. Pour assurer à l'accusé la sécurité juridique, il faut aussi que le jugement soit rendu par un tribunal établi antérieurement : nul ne peut donc être jugé par un tribunal spécialement créé pour connaître de son cas. Il faut en outre, dans cette instance judiciaire, observer les formalités essentielles, c'est-à-dire respecter toutes les formes, toutes les étapes et tous les délais généralement prévus par la loi pour un procès, notamment les garanties expresses en matière de défense, d'audition, etc. accordées à tout inculpé. Le jugement doit lui aussi se fonder sur les lois promulguées avant l'acte qui motive la privation de liberté.

Nous sommes également d'accord avec le commentaire qui accompagne l'article premier et qui établit une distinction entre l'arrestation et la détention préventive et la détention proprement dite. En droit mexicain, on entend par détention préventive la privation temporaire de liberté qui frappe les personnes ayant commis un délit passible d'une peine privative de liberté et qui n'est qu'un moyen de les garder en sûreté pendant l'instruction de l'affaire.

En d'autres termes, l'inculpé n'est pas privé de la liberté en vertu d'une condamnation prononcée contre lui pour un délit quelconque, mais parce que les conditions définies à l'article 16 de la Constitution comme étant nécessaires pour pouvoir décerner un mandat d'arrêt se trouvent être réunies, c'est-à-dire qu'il y a eu une accusation, une dénonciation ou une plainte, appuyées par une déclaration sous serment d'une personne digne de foi ou par d'autres faits qui rendent probable la culpabilité de l'accusé.

En droit mexicain, la détention préventive comprend deux étapes : la première s'étend du moment où l'inculpé est appréhendé en vertu d'un ordre de l'instance judiciaire, conformément aux dispositions de l'article 16 de la Constitution et jusqu'à celui où il est, soit officiellement incarcéré, soit mis en liberté faute de preuves; la deuxième étape s'étend du moment où l'ordre d'incarcération officielle est donné jusqu'à celui où la sentence exécutoire est prononcée. La détention préventive est donc, en résumé, la privation de liberté que subit l'intéressé depuis le moment où il est arrêté en vertu d'un mandat du juge jusqu'à celui où la sentence exécutoire est rendue.

Conformément aux dispositions susmentionnées, il faut, pour que la détention préventive et l'acte qui la précède, c'est-à-dire le mandat d'arrêt décerné dans les conditions prévues à l'article 16 de la Constitution, soient constitutionnels, que le délit en question soit passible d'une peine corporelle, infligée soit séparément soit en même temps qu'une autre sanction. La peine corporelle doit être prévue expressément par la loi pour le délit en question; par conséquent, toutes les fois que la loi prévoit une autre peine, on ne peut invoquer les dispositions de l'article 16 et la délivrance d'un mandat d'arrêt dans ces conditions constituerait une violation de ces dispositions, ce qui donnerait à l'inculpé le droit de former un recours d'amparo.

Il convient de noter, à propos de cette détention préventive ou simple arrestation, que dans notre pays ces règles constitutionnelles et les restrictions qu'elles contiennent sont encore renforcées par les dispositions d'autres lois occupant un rang inférieur dans la hiérarchie législative. En effet, les articles 23 et 25 du règlement de la police préventive du district fédéral disposent :



"Article 23

Il est interdit à la police préventive de détenir sans motif qui que ce soit, en l'absence de fondement légal, ou de maltraiter sans raison les détenus, que ce soit au cours de l'arrestation ou en prison, quelle que soit l'infraction ou le délit qui leur est imputé."

"Article 25

La police ne pourra sous aucun prétexte garder une personne en état d'arrestation au-delà du délai nécessaire pour soumettre l'ordre de détention aux autorités compétentes; l'état d'arrestation ne pourra en aucun cas durer plus de 72 heures."

En outre - et ceci est très important - pour prévenir tout abus politique, en matière de détention préventive, l'article 18 de la Constitution dispose que "pour cette dernière et pour l'exécution des peines, il y aura des locaux distincts et complètement séparés". La raison qui justifie cette règle est évidente, car la détention préventive et l'arrestation ne sont que des mesures de sécurité qui durent aussi longtemps que l'inculpé n'a pas été acquitté ou condamné en vertu d'un jugement définitif établissant, s'il y a lieu, sa pleine responsabilité pénale. Il ne s'agit donc pas d'une sanction et étant donné la nature différentes des deux formes de privation de liberté, la détention doit se faire dans les deux cas dans des locaux distincts où régneront des conditions matérielles différentes.

La violation des garanties relatives à la liberté personnelle est considérée au Mexique comme une infraction si grave qu'elle est expressément punie par la loi. En effet, la section LX de l'article 18 de la loi sur la responsabilité des fonctionnaires et employés de la Fédération, qualifie la violation de la règle constitutionnelle en question de délit officiel passible d'une amende de 100 à 2 000 pesos et d'une peine de prison de un à neuf ans, entraînant la destitution; la section XLVI du même article prévoit la même sanction pour le fonctionnaire "qui prolonge la détention préventive au-delà du délai maximum fixé par la loi pour le délit qui a motivé le procès".

L'article 26 du Code pénal pour le district fédéral et les territoires fédéraux reprend les dispositions de l'article 18 de la Constitution. Il dispose que "les inculpés gardés en détention préventive ou les détenus politiques seront enfermés dans des établissements spéciaux".

## Article 2

Nous sommes d'accord avec le contenu de cet article du projet. Bien que ce principe ne figure pas tel quel dans la législation mexicaine, on le retrouve néanmoins implicitement dans toutes les dispositions du Code pénal et des codes de procédure.

## Article 3

Nous admettons qu'il est souhaitable en théorie que l'arrestation et la détention d'une personne soupçonnée ou inculpée d'une infraction soient considérées comme des mesures exceptionnelles. Plus encore, dans notre système juridique, l'arrestation de toute personne doit être strictement conforme aux dispositions de l'article 16 de la Constitution; en outre, toutes les fois qu'il s'agit de vérifier des faits susceptibles de constituer un délit, on invite l'inculpé, au moyen d'un mandat de comparution, à se présenter de son propre gré et ce n'est que s'il omet de comparaître après trois sommations que l'on décerne un mandat d'amener.

## Article 4

Le Gouvernement mexicain approuve le contenu de cet article, étant donné en particulier qu'ainsi qu'on l'a déjà indiqué, selon le système juridique du Mexique, la détention préventive n'est qu'une mesure de sécurité qui demeure en vigueur tant que l'inculpé n'a pas été acquitté ou condamné en vertu d'un jugement définitif établissant, s'il y a lieu, sa pleine responsabilité; c'est pourquoi, elle n'est jamais utilisée comme sanction, car elle n'en a pas le caractère.

## Article 5

Le Gouvernement mexicain approuve le contenu de l'article examiné. En effet, l'article 16 de la Constitution du Mexique dispose que :

"Nul ne peut être molesté en sa personne, sa famille, son domicile, ses papiers ou ses biens, si ce n'est en vertu d'un ordre écrit de l'autorité compétente, qui devra indiquer et motiver la cause légale de son action. Il ne pourra être décerné aucun mandat d'arrêt ou d'emprisonnement, sauf par l'autorité judiciaire, sans qu'il y ait eu, au préalable, dénonciation, accusation ou plainte portant sur un fait déterminé puni par la loi d'une peine corporelle et sans que lesdites dénonciation, accusation ou plainte soient appuyées par

une déclaration sous serment d'une personne digne de foi ou par d'autres faits qui rendent probable la culpabilité de l'inculpé, exception faite des cas de flagrant délit, où toute personne peut appréhender le délinquant et ses complices et les mettre de suite à la disposition de l'autorité. Dans des cas urgents seulement, lorsqu'il n'y aura dans la localité aucune autorité judiciaire, et lorsqu'il s'agira de délits poursuivis d'office, l'autorité administrative pourra, sous sa plus stricte responsabilité, ordonner la détention d'un accusé en le mettant immédiatement à la disposition de l'autorité judiciaire. Dans tout mandat de visite domiciliaire, que seule l'autorité judiciaire pourra décerner, et qui sera écrit, il sera toujours fait mention de l'endroit qui doit être inspecté, de la personne ou des personnes qui doivent être appréhendées et des objets qui sont recherchés, la visite domiciliaire devant se limiter à ces seuls points; celle-ci terminée, il en sera dressé un procès-verbal détaillé en présence de deux témoins proposés par l'occupant du lieu visité ou, en son absence ou sur son refus, par l'autorité qui aura procédé à l'opération.

"L'autorité administrative pourra pratiquer des visites domiciliaires dans le seul but de constater que les règlements sanitaires et de police ont été observés; elle pourra exiger l'exhibition des livres et des papiers indispensables pour constater qu'il a été tenu compte des dispositions fiscales. Dans tous les cas, l'autorité administrative devra observer les lois relatives à ces matières et les formalités prescrites pour les visites domiciliaires."

La première partie de l'article susmentionné contient une disposition dont découlent trois garanties de sécurité sur le plan juridique : a) la garantie de la légalité des actes qui émanent d'une autorité publique et du fait desquels un individu se trouve molesté : elle découle de l'expression "cause légale de son action", ladite cause devant être indiquée et motivée par l'autorité compétente et devant avoir pour base une disposition générale ou une disposition prévoyant la situation particulière en raison de laquelle il convient qu'ait lieu l'intervention de l'autorité en question; cela revient à dire que, dans le second cas, il doit exister une loi autorisant ladite intervention. La motivation de la cause de l'action implique que, s'il existe une règle juridique relative à l'affaire, les circonstances ou la situation déterminées, en raison desquelles l'autorité compétente entend agir, doivent être prévues par la règle juridique en question; b) la garantie que l'autorité qui agit est compétente, en vertu de la Constitution, pour accomplir les actes en question, c'est-à-dire que l'autorité compétente doit être expressément habilitée à agir et qu'elle doit l'être en vertu de la Constitution; c) la garantie de l'existence du mandat écrit, dans lequel est contenu l'ordre à la suite duquel l'individu se trouve molesté. Cette garantie intéresse la forme de l'acte qui doit

être accompli par les autorités en vertu d'un ordre écrit. Les trois garanties susmentionnées doivent être fournies conjointement pour qu'un individu puisse être molesté dans sa personne - c'est-à-dire privé de sa liberté - dans sa famille, son domicile, ses papiers ou ses biens et elles doivent être réunies pour que, dans chaque cas, l'action des autorités ne soit pas commise en violation de la première partie de l'article 16 de la Constitution.

Il ressort de la seconde partie de l'article 16 de la Constitution que l'action des autorités qui a pour conséquence directe de priver l'individu de sa liberté, sans que cette privation résulte d'un jugement rendu par l'autorité judiciaire, doit revêtir un caractère préventif. Conformément au texte de l'article, tout mandat d'arrêt ou d'emprisonnement doit être décerné par une autorité judiciaire au sens strict du terme. Cependant, la Constitution prévoit deux exceptions à cette règle : la première concerne les cas de flagrant délit dans lesquels toute personne et, à plus forte raison, toute autorité, peuvent appréhender le délinquant et ses complices, étant entendu qu'elles les mettront sans délai à la disposition de l'autorité; la seconde est fondée sur le fait que dans les cas urgents, lorsqu'il n'y aura, dans la localité, aucune autorité judiciaire et lorsqu'il s'agira de délits poursuivis d'office, l'autorité administrative pourra, sous sa stricte responsabilité, ordonner la détention d'un accusé et le mettre immédiatement à la disposition de l'autorité judiciaire.

L'article 16 de la Constitution contient également, dans sa seconde partie, une autre garantie de sécurité sur le plan juridique en matière de liberté individuelle, à savoir que l'autorité judiciaire ne peut, en aucun cas, décerner d'office un ordre de détention sans qu'il y ait eu au préalable "dénonciation, accusation ou plainte portant sur un fait déterminé puni par la loi d'une peine corporelle"; il est donc exigé que l'accusation, la dénonciation ou la plainte porte sur un acte authentiquement délictueux, même si la définition technique qu'en donne la partie lésée ne correspond pas à sa véritable nature, ainsi que l'a déclaré la Cour suprême de justice dans diverses décisions. De même, l'acte qui doit être considéré par la loi comme un délit doit, en outre, être puni d'une peine corporelle dans les conditions établies par les règles pertinentes du droit pénal, qu'elles soient générales ou particulières.

Il convient de rapprocher cette garantie de la disposition contenue à l'article 21 de la Constitution qui prévoit que la poursuite des délits incombe au Ministère public, ce qui signifie que la Constitution interdit au juge de donner suite à une dénonciation, plainte ou accusation si l'action pénale qui s'impose n'est pas exercée auparavant par l'autorité compétente, c'est-à-dire par le Ministère public. Cette condition constitue, en soi, pour l'individu, une autre garantie de sécurité sur le plan juridique car elle subordonne l'arrestation et la détention préventive à l'exercice d'une action pénale par le Ministère public, qui doit lui-même se conformer, à cet effet, aux dispositions de l'article 16 de la Constitution.

Enfin, il convient d'indiquer que, dans le système juridique mexicain, l'article 16 de la Constitution contient, dans sa seconde partie, une autre garantie de sécurité sur le plan juridique du fait que l'accusation ou plainte doit être appuyée par une déclaration faite par une personne digne de foi sous serment ou par d'autres faits qui rendent probable la culpabilité de l'inculpé. Ces faits ne doivent être, en aucune manière, de nature à établir la preuve absolue du corps du délit qui, ainsi que l'a déclaré la Cour suprême de Justice, est constitué par les faits matériels par lesquels se caractérise l'acte délictueux étant donné que, selon ladite Cour, il n'est pas nécessaire d'établir la preuve du corps du délit pour qu'un ordre de détention soit conforme à la Constitution; par contre, il est suffisant, d'une part, de posséder des indices de l'existence de l'acte délictueux et, d'autre part, de connaître les circonstances qui autorisent à présumer vraisemblablement responsable la personne qui fait l'objet du mandat d'arrêt, même si cette responsabilité est récusée au cours du procès.

#### Article 6

Le Gouvernement mexicain n'a aucune critique à formuler au sujet du contenu de cet article étant donné qu'au Mexique, ainsi qu'on l'a déjà indiqué, l'article 16 de la Constitution, étudié au paragraphe précédent, contient précisément les garanties que le projet vise à établir.

#### Article 7

Le gouvernement n'a pas d'objection à formuler contre cet article qui est conforme aux règles de procédure applicables en la matière. Nous avons déjà signalé que l'article 16 de la Constitution mexicaine prévoit, comme exception en matière de détention, le cas où le délinquant est surpris au moment où il commet le délit, c'est-à-dire le cas de flagrant délit, où toute personne peut appréhender le délinquant et ses complices et les mettre de suite à la disposition de l'autorité. Il a été signalé également que ledit article 16 de la Constitution prévoit, au principe constitutionnel général selon lequel nul ne peut être appréhendé si ce n'est en vertu d'un ordre écrit de l'autorité compétente, qui devra indiquer et motiver la cause légale de son action, une autre exception, à savoir que, dans des cas urgents, lorsqu'il n'y aura dans la localité aucune autorité judiciaire, et lorsqu'il s'agira de délits poursuivis d'office, l'autorité administrative pourra, sous sa plus stricte responsabilité, ordonner la détention d'un accusé en le mettant immédiatement à la disposition de l'autorité judiciaire.

#### Article 8

Le gouvernement approuve ledit article quant au fond. Il convient de signaler qu'au Mexique, l'article 214 du Code pénal pour le district et les territoires fédéraux et pour toute la République, en matière de délit dans le droit fédéral, qualifie d'abus d'autorité, le fait que tout fonctionnaire public, agent du gouvernement ou leurs commettants, de quelque grade qu'ils soient, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, use de violences envers une personne sans motif légitime, la moleste injustement ou l'insulte.

Il serait utile d'examiner maintenant la législation mexicaine relative aux diverses sanctions prévues dans différents textes dans le cas d'une privation de liberté, résultant d'une décision arbitraire ou illégale.

Outre les sanctions spéciales prévues dans les cas de violation de la liberté individuelle dont il a déjà été question, il convient de mentionner que, aux termes de la section LXXI de l'article 18 de la loi sur la responsabilité des fonctionnaires et employés de la Fédération, "Tout autre acte arbitraire ou attentatoire aux droits garantis par la Constitution ou par les lois fédérales pertinentes" est considéré comme un délit et son auteur peut-être relevé de ses

fonctions pour une période de un mois à un an, destitué, ou condamné à une amende de 500 à 1 000 pesos en vertu de la section IX de l'article 19 de ladite loi. Les autres dispositions énoncées dans cette loi qui définissent également des violations dans le domaine étudié font l'objet des sections VIII, X, XIX, XX, XXII, XXIII, XXVI, XXIX, XXXVIII, XXXIX, XL, XLI, XLII, XLIII, XLIV, XLV, XLVI, XLVII, L, LII, de l'article 18.

En outre, le titre 21 du Code de procédure pénale pour le district et les territoires fédéraux sur la "privation illégale de la liberté et d'autres garanties", où figurent les articles 364 à 366, prévoit divers délits qui ont en commun le fait que le législateur, en les punissant, cherche à protéger le droit à la liberté individuelle, ces actes délictueux étant classés soit selon la forme sous laquelle ils ont été commis, soit selon leurs conséquences spéciales sur la liberté, soit encore selon les caractéristiques propres à l'auteur ou à la victime.

Il convient de remarquer ici que le libellé du titre susmentionné n'est pas satisfaisant du point de vue juridique car la "privation illégale d'autres garanties" y est considérée comme un délit commis par un particulier au préjudice d'autrui; or, les garanties individuelles sont des droits subjectifs de caractère public et constituent par leur nature et leur but même des limitations à l'exercice de l'autorité publique; il résulte donc que seule, l'autorité publique peut priver les citoyens de ces garanties prévues par la Constitution. Ces garanties, par leur caractère même, ne peuvent faire l'objet d'une violation de la part des particuliers. C'est pourquoi le délit commis par un particulier au préjudice d'un autre particulier, en portant atteinte à sa liberté, à ses biens, à sa vie, à son intégrité ou à sa sécurité, ne constitue pas une violation aux garanties de cet autre particulier et le titre en question est donc mal libellé.

"Article 364. Sera puni d'un emprisonnement de un à six mois et d'une amende de dix à cent pesos : I. Le simple particulier qui, sans ordre de l'autorité compétente et en dehors des cas prévus par la loi, arrête ou détient un autre particulier dans une prison privée ou en tout autre lieu pendant moins de huit jours. Si la détention arbitraire dépasse huit jours, la peine est augmentée d'un mois par jour supplémentaire; et II. Celui qui, d'une manière quelconque, viole, au préjudice d'autrui, les droits et garanties individuels prévus par la Constitution générale de la République."

La première partie de ce principe se réfère en particulier à la suppression illégale de la liberté de mouvement ou de déplacement, inscrite comme principe constitutionnel dans les articles 11 et 16 de la Constitution mexicaine, suppression qui résulte de la séquestration de la victime par une personne n'étant investie d'aucune autorité. Les éléments du délit sont les suivants : a) Le fait que l'acte est commis par un particulier, étant donné que si c'est l'autorité publique qui prive illégalement une personne de sa liberté, il s'agit d'un délit commis par un fonctionnaire public ou d'un cas précis d'abus d'autorité; b) La détention ou l'arrestation de la victime qui se trouve privée de sa liberté parce qu'elle est enfermée ou séquestrée dans une prison privée ou en tout autre lieu.

Pour commenter ce principe, nous pouvons dire que si, comme il ressort de la doctrine pénale, les véritables éléments normatifs des divers types d'infractions sont ceux qui, par leur caractère antijuridique, révèlent de manière évidente l'illégalité de la conduite, le paragraphe premier de l'article 364 du Code pénal mexicain, en ce qui concerne le type d'infraction qu'il vise, mentionne spécialement l'illégalité de la conduite et se réfère expressément au système normatif dans lequel l'illégalité trouve son fondement, étant donné que les expressions "sans ordre de l'autorité compétente" et "en dehors des cas prévus par la loi" qui s'appliquent aux types d'infractions visés, impliquent de véritables éléments normatifs.



## Article 9

Le gouvernement accepte cet article du projet de principes sous sa forme actuelle. Il convient de signaler que l'article 20 de la Constitution mexicaine énonce les principales garanties dont jouit l'accusé dans tout procès criminel. Cet article, où figure le principe qui régit toute la procédure pénale, vise à résoudre de manière spécifique les problèmes que posent les articles 9 à 27 du projet de principes. Etant donné l'intérêt spécial qu'il présente, on a estimé qu'il convenait de le reproduire intégralement ci-dessous.

Le principe mentionné a pour fondement l'article 19 de la Constitution :

"Article 19. Aucune détention ne pourra se prolonger plus de trois jours sans être justifiée par un mandat d'emprisonnement formel, lequel devra mentionner le délit imputé à l'accusé, les éléments qui constituent ce délit, le lieu, le temps et les circonstances d'exécution, les données fournies par les premières recherches; le tout devra être suffisant pour constater le corps du délit et rendre vraisemblable la culpabilité de l'accusé. L'infraction à cette disposition engage la responsabilité de l'autorité qui aura ordonné la détention ou qui la maintiendra et des agents de tout ordre qui l'exécuteront.

"Tout procès se limitera strictement au délit ou aux délits visés dans le mandat d'emprisonnement. Si, au cours d'un procès, il apparaît qu'il a été commis un délit autre que celui qui est poursuivi, ce nouveau délit fera l'objet d'une accusation distincte, sans préjudice de la possibilité de joindre ultérieurement les accusations, si cela semble convenable.

"Tout mauvais traitement lors de l'arrestation ou dans les prisons, toute tracasserie infligée aux inculpés sans motif légal, et tout tribut ou contribution dans les prisons, constituent des abus qui devront être corrigés par les lois et réprimés par les autorités.

"Article 20. Dans tout procès criminel, l'accusé jouira des garanties suivantes :

"I. Toutes les fois que la moyenne arithmétique des peines qui frappent l'infraction ne dépasse pas cinq ans de prison, l'accusé sera mis en liberté dès qu'il en fera la demande, moyennant une caution dont le juge fixera le montant en tenant compte de la situation personnelle de l'accusé et de la gravité du délit qui lui est imputé; il n'y aura d'autre condition que, soit la mise à disposition de l'autorité de la somme fixée, soit la fourniture d'une garantie hypothécaire ou d'une caution personnelle suffisante pour assurer son paiement : il appartiendra au juge d'accepter une telle caution ou garantie.

"En aucun cas, la garantie ou la caution ne dépasseront 250 000 pesos, à moins qu'il ne s'agisse d'une infraction ayant procuré à son auteur un bénéfice

matériel ou ayant causé un dommage au patrimoine de la victime; dans ces cas, la garantie sera au moins le triple du bénéfice obtenu ou du dommage causé;

"II. L'accusé ne pourra pas être contraint à faire de déclaration qui l'incriminerait; en conséquence, la mise au secret ou tout autre moyen tendant au même but sont rigoureusement interdits.

"III. Il lui sera donné connaissance en audience publique, et dans les quarante-huit heures qui suivront sa remise à la justice, du nom de son accusateur ainsi que de la nature et de la cause de l'accusation, afin qu'il connaisse l'acte punissable qui lui est imputé et qu'il puisse répondre à l'accusation dans une déclaration préparatoire.

"IV. Il sera confronté avec les témoins à charge, lesquels devront faire leur déclaration en sa présence s'ils se trouvent dans la localité où a lieu le procès, afin que l'inculpé puisse leur adresser toutes les questions qu'il jugera utiles à sa défense.

"V. On entendra les témoins et on recevra les autres preuves que l'inculpé présentera, en lui accordant à cet effet le délai que la loi jugera nécessaire, et on l'aidera à obtenir la comparution des personnes dont il sollicitera le témoignage, si toutefois elles se trouvent dans la localité où a lieu le procès.

"VI. Il sera jugé en audience publique par un juge ou par un jury de citoyens sachant lire et écrire et résidant au lieu et dans le district où le délit a été commis, lorsque le délit imputé comporte une peine excédant un an de prison. En outre, tous les délits contre l'ordre public et la sûreté intérieure et extérieure de la nation, commis par voie de presse, seront jugés par un jury.

"VII. On lui communiquera tous les éléments qui figurent au dossier du tribunal et dont il désire avoir connaissance en vue de sa défense.

"VIII. Il sera jugé dans le délai de quatre mois s'il s'agit d'un délit pour lequel le maximum de la peine n'excède pas deux ans de prison, et dans le délai d'un an si le maximum de la peine excède cette durée.

"IX. Il sera entendu dans sa défense, présentée à son choix par lui-même ou par des personnes ayant sa confiance, ou par les deux. Au cas où il n'aurait pas de défenseur, la liste des défenseurs d'office lui sera présentée pour qu'il choisisse celui ou ceux qu'il lui conviendra de prendre. Si l'accusé ne veut pas désigner de défenseur, après qu'il en a été requis par le juge, celui-ci lui en désignera un d'office au moment de la déclaration préparatoire. L'accusé pourra prendre un défenseur dès son arrestation; il aura le droit d'être assisté par celui-ci dans tous les actes de la procédure, et il sera tenu de le faire venir chaque fois que sa présence sera nécessaire.

"X. En aucun cas, l'emprisonnement ou la détention ne pourra être prolongé pour défaut de paiement d'honoraires au défenseur ou à raison de toute autre question concernant le paiement d'une somme d'argent, pour cause de dettes civiles, ou pour tout autre motif analogue.

/...

"De même, l'emprisonnement préventif ne pourra être prolongé au-delà du temps maximum que la loi fixe pour le délit qui a motivé le procès.

"Dans toute peine de prison infligée par un jugement, il sera tenu compte du temps de la détention préventive."

#### Article 10

Cet article donne lieu aux remarques suivantes : bien qu'en théorie il soit souhaitable que toute personne arrêtée soit mise immédiatement à la disposition de l'autorité judiciaire appelée à la juger, en pratique un certain délai est forcément nécessaire. La police ou le ministère public chargé d'engager l'action pénale, doit en effet recueillir, pour les présenter à l'autorité judiciaire, les éléments de preuve établissant qu'un délit a été commis et que l'inculpé peut en être présumé responsable; or la période de 24 heures prévue à cet effet par le projet de principes ne sera pas toujours suffisante de sorte que faute des éléments de preuve en question, l'autorité judiciaire devra remettre le détenu en liberté même s'il est coupable. Nous estimons donc que cette période de 24 heures est trop courte; il serait préférable de fixer un délai plus long, par exemple un délai de trois jours ou de soixante-douze heures, comme celui que prescrit en droit mexicain l'article 19 de la Constitution. Au Mexique également, certains juristes ont exprimé l'opinion que ce délai prévu par la Constitution devrait être prolongé pour permettre au ministère public de réunir tous les éléments de preuve nécessaires et d'obtenir de l'autorité judiciaire en pleine connaissance de cause l'ordonnance d'emprisonnement. Ces éléments de preuve, qui démontrent qu'un délit a été commis et que l'inculpé peut en être présumé responsable, doivent être fournis en vertu de l'article 16 de la Constitution, pour qu'une action pénale puisse être engagée; or ils sont particulièrement difficiles à réunir dans le cas de délits auxquels participent un grand nombre de personnes ou de délits attentatoires à la sécurité publique ou encore de délits dont la preuve ne peut être faite qu'au moyen de vérifications minutieuses en laboratoire. Pour toutes ces raisons, on estime que le délai fixé par l'article du projet est trop court. Comme on estime également que ce délai ne doit pas être susceptible de prolongation, il doit être suffisamment long et fixé par la loi de telle manière qu'aucune prolongation ne soit nécessaire.

#### Article 11

Cet article ne soulève aucune objection. Ainsi qu'il a été mentionné, l'article 19 de la Constitution mexicaine prévoit que lorsque l'état d'arrestation se prolonge plus de trois jours, sans être justifié par une ordonnance d'emprisonnement rendue par un juge compétent, la responsabilité de l'autorité qui ordonne la détention ou qui y consent, est engagée, ainsi que celle des agents fonctionnaires, directeurs de prison ou gardiens qui l'exécutent.

#### Article 12

Il a déjà été dit, à propos de l'article 10, que le délai de 24 heures fixé par le projet est trop court; l'article 19 de la Constitution mexicaine prévoit un délai de soixante-douze heures.

#### Article 13

Cet article ne soulève aucune objection, ses dispositions se retrouvant à l'article 19 de la Constitution mexicaine et n'appellent aucun commentaire.

#### Article 14

Cet article appelle les observations suivantes. Il semble qu'il y ait ici confusion entre l'arrestation, la détention préventive et la détention d'un individu qui est incarcéré pendant qu'il passe en jugement. La détention préventive ne peut, en droit mexicain, se prolonger plus de 72 heures, au terme desquelles un ordre de levée d'écrou ou une ordonnance d'emprisonnement doivent être délivrés; dans les 48 heures qui suivent, pendant lesquelles le prévenu reste à la disposition du magistrat chargé de l'instruction, première phase du procès pénal, sa déclaration préparatoire doit être recueillie. Si l'inculpé se trouve déjà sous la juridiction du juge d'instance en vertu d'une ordonnance d'emprisonnement rendue contre lui, plusieurs hypothèses sont possibles : il pourra être remis en liberté sous caution si le délit dont il est accusé est passible de peines dont la moyenne arithmétique ne dépasse pas 5 ans d'emprisonnement; si les peines encourues pour le délit dont il est accusé dépassent cette moyenne de 5 ans, il ne pourra demander sa mise en liberté sous caution et demeurera détenu jusqu'au prononcé de la sentence; néanmoins, aux termes du paragraphe 10 de l'article 19 de la Constitution, la détention préventive ne peut se prolonger au-delà de la peine maximum d'emprisonnement prévue par la loi pour l'infraction imputée à l'intéressé. En outre, le paragraphe 8 du même article

/...

prévoit que la sentence devra être prononcée dans les quatre mois dans le cas d'un délit passible d'une peine maximum de deux ans d'emprisonnement et dans un délai d'un an si la peine maximum dépasse ce chiffre; par ailleurs, la durée de la détention préventive devra être déduite de la peine d'emprisonnement totale éventuellement prononcée contre l'accusé.

On estime qu'un système rigide comme celui qui est en vigueur au Mexique, est plus satisfaisant que le système proposé à l'article 14, selon lequel plusieurs prorogations sont possibles.

Nous considérons comme satisfaisant le paragraphe 2 de l'article en question. En effet, la détention doit évidemment cesser dès que les motifs qui l'ont entraînée n'existent plus; cependant, la mise en liberté de l'inculpé ne doit être motivée que par la preuve de son innocence, car en droit strict et en cas de procès, il ne peut y avoir d'autre motif légal.

En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article, on a déjà fait observer qu'en droit mexicain l'inculpé ne peut être maintenu en détention préventive que pendant la période maximum dont la loi punit l'infraction qui lui est imputée; mais ce cas ne se présente jamais, car l'inculpé doit être jugé dans les quatre mois s'il s'agit de délits passibles d'une peine maximum ne dépassant pas deux ans d'emprisonnement et dans un délai d'un an si la peine maximum dépasse ce chiffre, de sorte qu'en réalité la détention ne peut jamais se prolonger au-delà de la durée maximum de la peine prévue pour l'infraction imputée à l'intéressé.

#### Article 15

Cet article appelle l'observation suivante : il ne peut avoir de valeur que si le code de procédure criminelle ne prévoit pas de délai fixe comme ceux qui ont été mentionnés à propos de l'article précédent; il serait sans objet si, comme en droit mexicain, ces délais sont fixés par la loi et non susceptibles de prorogation, car une détention est réputée légale une fois rendue l'ordonnance d'emprisonnement à la suite de laquelle l'accusé est traduit en justice et pendant toute la durée de l'action judiciaire.

#### Article 16

Le Gouvernement mexicain tient à formuler les observations suivantes : il estime qu'il n'est pas possible qu'en vertu d'un principe général et sans tenir compte de la gravité de l'infraction et des circonstances dans lesquelles celle-ci a été commise, l'on accorde, dans tous les cas, la mise en liberté provisoire, sous réserve ou non du versement d'une caution ou de toute autre condition; en effet, si l'on établissait un principe de ce genre en droit pénal, l'on en arriverait réellement à créer, dans la pratique, une impunité qui irait à l'encontre de toute la théorie de l'application des sanctions. Le Gouvernement mexicain juge plus conforme aux principes du droit de mettre au point une règle qui prévoirait des conditions que le contrevenant pourrait facilement remplir et qui lui permettraient d'obtenir sa mise en liberté provisoire dans les cas où l'infraction est de peu de gravité; une règle de ce genre existe en droit mexicain, au paragraphe I de l'article 20 de la Constitution où elle figure parmi les garanties dont jouit l'accusé dans tout procès criminel. Par contre, le noble but que vise le projet de principes (faire disparaître la discrimination fondée sur la fortune qu'implique le système de la mise en liberté sous caution) peut être atteint par d'autres moyens qui ne sont pas inconnus dans le système juridique mexicain. En effet, il suffit de se reporter aux articles 546 et 574 du chapitre relatif aux incidents de la liberté du Code de procédure pénale pour le district et les territoires fédéraux et aux articles 399 à 426 du même chapitre du Code fédéral de procédure pénale pour constater qu'au Mexique, la loi prévoit la possibilité, pour un prévenu, d'être mis en liberté, que ce soit moyennant une caution ou une garantie, sur engagement ou pour insuffisance de preuves.

#### Article 17

Le Gouvernement mexicain approuve le contenu de cet article et tient à souligner que les dispositions qui y figurent sont en vigueur au Mexique : en effet, en vertu de la section III de l'article 20, il sera donné connaissance à l'accusé, en audience publique et dans les quarante-huit heures qui suivront sa remise à la justice, du nom de son accusateur et de la nature et de la cause de l'accusation, afin qu'il connaisse bien le fait punissable qui lui est imputé et qu'il puisse répondre à l'accusation. Aux termes de la section IV, l'accusé a le droit de poser

aux témoins toutes les questions qu'il jugera utiles à sa défense et, en vertu de la section V, il peut soumettre les témoignages et faire valoir les autres preuves qu'il jugera souhaitables, une aide lui étant fournie pour obtenir la comparution des personnes dont il sollicitera le témoignage. Enfin, la section VII stipule qu'il sera aidé à obtenir tous les renseignements qu'il demandera pour sa défense et dont il sera pris acte dans le procès.

#### Article 18

Le Gouvernement mexicain juge acceptable le contenu de cet article; bien qu'en droit mexicain, il n'existe pas d'obligation de ce genre, l'accusé peut librement prévenir sa famille étant donné qu'en vertu de la section II de l'article 20 de la Constitution, la mise au secret ou tout autre moyen tendant au même but ou à ce que l'inculpé soit contraint à faire des déclarations contre lui-même, sont rigoureusement interdits; en outre, le juge est tenu, dans les 48 heures qui suivront le moment où le détenu aura été mis à sa disposition, de l'informer de son droit d'assurer sa défense, soit lui-même, soit en désignant à cet effet une personne de son choix et de l'avertir que s'il n'exerce pas ce droit, le juge désignera un défenseur d'office (article 290 du Code de procédure pénale pour les districts et les territoires fédéraux et article 154 du Code fédéral de procédure pénale).

#### Article 19

Cet article paraît satisfaisant au Gouvernement mexicain; en effet, comme on l'a déjà indiqué, il est interdit au Mexique d'empêcher l'inculpé de communiquer avec l'extérieur; l'inculpé a le droit de prendre contact avec sa famille, avec son avocat ou avec la personne de son choix, ainsi que le stipule l'article 20 de la Constitution, dans lequel figurent les garanties dont jouit tout accusé.

#### Article 20

Le Gouvernement mexicain est en accord avec cet article auquel s'appliquent également les commentaires formulés aux pages précédant l'article 18 du projet. Il convient seulement d'ajouter que, même dans le cas où l'accusé refuse de choisir un défenseur, le juge est obligé, au Mexique, de lui fournir les services d'un avocat commis d'office, dont les honoraires sont versés par l'Etat et auquel incombe exclusivement la tâche de défendre les personnes qui n'ont pas d'avocat personnel.

/...

Ce n'est que dans le cas où l'accusé est lui-même avocat, c'est-à-dire légalement inscrit au Barreau, que l'on peut ne pas tenir compte de cette disposition et que l'accusé peut assurer lui-même sa défense.

#### Article 21

Cet article n'appelle aucune critique étant donné que la disposition qu'il contient est déjà prévue par la législation mexicaine, à titre de principe constitutionnel, à la section IX de l'article 20 de la Constitution, déjà cité, où il est dit que l'accusé aura le droit d'être assisté de son défenseur dans tous les actes du procès.

#### Article 22

Le Gouvernement mexicain n'a aucune observation à formuler au sujet de cet article. On a déjà indiqué que les garanties dont jouit l'accusé et qui sont mentionnées à l'article 20 de la Constitution comprennent le droit d'obtenir tous les renseignements qu'il demandera pour sa défense, lesquels figureront dans le procès, et d'être assisté par son défenseur dans tous les actes de ce procès.

#### Article 23

Il n'y a aucune critique à émettre au sujet de cet article. Ce cas est déjà prévu par la législation mexicaine ainsi qu'il ressort de l'article 183 du Code de procédure pénale pour le district et les territoires fédéraux dont le texte est le suivant : "Lorsque l'accusé, la partie lésée ou le demandeur, les témoins ou les experts, ne parlent pas l'espagnol, le juge devra nommer un ou deux interprètes majeurs, qui s'engageront à traduire fidèlement les questions et les réponses dont ils devront donner connaissance. Ce n'est que dans le cas où il n'est pas possible de trouver un interprète majeur que l'on pourra en nommer un mineur, mais à condition qu'il soit âgé de 15 ans au moins". L'article 184 du Code susmentionné stipule ce qui suit : "A la demande de l'une quelconque des parties, la déclaration pourra être enregistrée dans la langue de son auteur; l'interprète devra cependant traduire la déclaration". L'article 187 dispose que "Si l'accusé ou l'un des témoins est sourd ou muet, le juge désignera comme interprète une personne qui est en mesure de le comprendre, sous réserve que soient observées les dispositions qui précèdent". Enfin, l'article 188 du même Code prévoit que les sourds et les muets qui savent

/...



lire et écrire seront interrogés par écrit et seront avertis qu'ils doivent répondre de la même manière.

Article 24 1)

Le Gouvernement mexicain approuve entièrement le contenu du paragraphe 1 de cet article. Au Mexique, en vertu de l'article 20 de la Constitution, l'accusé jouit de la garantie mentionnée à la section II qui dispose que l'inculpé ne pourra pas être contraint à faire des déclarations contre lui-même; en outre, au dernier alinéa de l'article 19, il est stipulé que tout mauvais traitement lors de l'arrestation ou dans les prisons, toute tracasserie infligée aux inculpés sans motif légal, et tout tribut ou contribution dans les prisons, constituent des abus qui devront être corrigés par les lois et réprimés par les autorités. Il convient de noter également qu'aux termes de la section II de l'article 249 du Code de procédure pénale pour le district et les territoires fédéraux, les aveux faits par l'accusé en justice ne seront pleinement recevables comme moyens de preuve qu'à condition qu'ils émanent d'une personne âgée de plus de 14 ans et, s'ils sont dirigés contre elle-même, à condition que celle-ci soit pleinement consciente et qu'elle n'ait été soumise ni à la coercition ni à la violence; c'est pourquoi, en vertu de la section IV du même article, ils doivent être faits devant le juge ou le tribunal chargé de l'affaire ou devant le fonctionnaire de la police judiciaire qui a accompli les premières démarches.

Article 24, paragraphes 2) et 3)

Le Gouvernement mexicain approuve les principes contenus dans ces deux paragraphes de l'article 24 et les observations qui ont été formulées au sujet du paragraphe précédent montrent que des principes de ce genre sont déjà admis au Mexique.

Article 25

Le Gouvernement mexicain est entièrement en accord avec le principe énoncé dans cet article. Comme on l'a déjà indiqué, au Mexique, la section II de l'article 20

de la Constitution dispose que l'accusé ne pourra pas être contraint à faire des déclarations contre lui-même. En outre, l'article 289 du Code de procédure pénale pour le district et les territoires fédéraux prévoit que le juge ne pourra, en aucun cas et sous aucun prétexte, avoir recours à l'interdiction de communiquer ou à un autre moyen de coercition pour amener le détenu à faire une déclaration et les articles 291, 294, et 295 stipulent que le juge doit faire savoir que l'accusé a refusé de faire une déclaration et qu'il est tenu de désigner à celui-ci un défenseur d'office qui l'aidera à assurer sa défense.

Article 26

Il n'y a pas lieu de formuler de critiques au sujet de cet article. La procédure suivie au Mexique est conforme aux dispositions qui y sont contenues; en effet, une fois l'instruction terminée, le Ministère public met l'inculpé à la disposition du juge chargé de l'affaire et le transfère des bureaux de la police judiciaire, qui dépend du Ministère public, à la maison d'arrêt, dont les fonctionnaires sont entièrement indépendants des autorités qui ont mené l'enquête.

Article 27

Le Gouvernement mexicain approuve les trois paragraphes de cet article. Aux pages qui précèdent, l'on a indiqué qu'en droit pénal mexicain, l'on avait toujours estimé que la détention préventive ne pouvait jamais être considérée comme une peine ou comme une sanction; en conséquence, la législation mexicaine entoure l'inculpé de toutes sortes de garanties et interdit qu'il lui soit infligé aucun mauvais traitement ou aucune tracasserie, ainsi qu'il est expressément prévu par la Constitution (article 19). Les autorités mexicaines connaissent la teneur de "l'ensemble de règles minima pour le traitement des détenus" adopté le 30 août 1955 par le Premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, et approuvé et recommandé aux Etats Membres par le Conseil économique et social dans sa résolution 663 C I (XXIV) du 31 juillet 1957.

A cet égard, il convient de souligner que le deuxième alinéa de l'article 18 de la Constitution contient une disposition concernant le but de l'exécution de la peine; on y prévoit en effet qu'il doit être tenu compte de diverses considérations: possibilité d'extinction de la peine si la conduite du condamné le justifie, régénération et réadaptation sociale du délinquant, ce qui est conforme aux doctrines modernes du droit pénal. Il est intéressant de signaler, au sujet de ce principe, que le Code pénal pour le district et les territoires fédéraux reprend la même notion à l'article 79 où il est dit textuellement: "Le gouvernement organisera les prisons, les colonies pénitenciaires, les bagnes et les établissements spécialisés de détention préventive ainsi que les sanctions et les mesures de sécurité privatives de liberté sur la base du travail comme moyen de régénération, en s'efforçant d'industrialiser ces lieux de détention et de développer l'esprit de coopération entre les détenus".

Article 28

Le Gouvernement mexicain approuve également cet article et signale que la première phrase est identique à la disposition contenue à l'article 21 de la Constitution mexicaine qui stipule que l'application des sanctions pénales relève uniquement et exclusivement de l'autorité judiciaire. En ce qui concerne la seconde phrase de cet article, que le Gouvernement mexicain appuie également, il convient de noter qu'elle contient, dans l'ensemble, les mêmes dispositions que l'article 21 de la Constitution en vertu duquel "A l'autorité administrative appartient la répression des infractions aux règlements gouvernementaux et de police, laquelle consistera uniquement en une amende ou en une détention ne dépassant pas 36 heures; toutefois, si le contrevenant ne paie pas l'amende qui lui aura été infligée, celle-ci sera transformée en un emprisonnement qui, en aucun cas, n'excédera quinze jours. Si le contrevenant est un journalier ou un ouvrier, il ne pourra être frappé d'une amende supérieure à son salaire d'une semaine".

Article 29

Au sujet de cet article, il y a lieu de formuler les observations suivantes :

Le Gouvernement mexicain estime que la première phrase du paragraphe 1 de l'article est mal conçue du point de vue technique parce qu'elle contient une impossibilité matérielle. En effet, si un étranger "veut" s'introduire illégalement dans un pays, il s'agit d'un projet qui n'a pas été mis à exécution et, de ce fait, l'étranger en question ne pourra être détenu par les autorités du pays, à plus forte raison s'il n'est que "soupçonné" de vouloir y pénétrer illégalement. C'est pourquoi il conviendrait de modifier le libellé de cette phrase en prévoyant le cas où le délit serait consommé; on pourrait la remplacer par le texte suivant : "Tout étranger qui s'introduit illégalement dans un pays peut être arrêté par les autorités dudit pays". Du moment qu'un étranger a effectivement pénétré dans le pays, il est normal qu'on le conduise immédiatement devant l'autorité désignée par la loi.

A cet égard, il convient de faire observer que l'article 33 de la Constitution prévoit ce qui suit : "Sont étrangers ceux qui ne possèdent pas les qualités déterminées dans l'article 30. Ils ont droit aux garanties qu'accorde le chapitre premier, titre premier, de la présente Constitution, mais le pouvoir exécutif de l'Union a le pouvoir exclusif d'expulser du territoire national, immédiatement et

sans jugement préalable, tout étranger dont il estime que le séjour présente des inconvénients. Les étrangers ne pourront s'immiscer, de quelque façon que ce soit, dans les affaires politiques du pays".

Au Mexique, toutes les questions démographiques relèvent du Secrétariat d'Etat à l'intérieur, ainsi que le prévoit la Loi sur les Secrétariats d'Etat et la Loi générale sur la population. En vertu de l'article 31 de cette loi, les personnes qui ont l'intention de pénétrer sur le territoire national ou de le quitter devront se conformer aux dispositions énoncées dans ladite loi et dans ses règlements d'application. Les articles 59 et 60 énumèrent les conditions d'internement et les cas dans lesquels il est permis de refuser à l'étranger le droit de pénétrer dans le pays. L'article 95 de la loi susmentionnée prévoit que, dans les cas qui y sont énumérés, les étrangers s'exposeront à voir annuler leurs titres de voyage et à être expulsés du pays sans préjudice de l'application, au préalable, d'une peine allant de six mois à cinq ans de prison. L'article 99 dispose que l'expulsion des étrangers et les mesures de sécurité que prend le Secrétariat d'Etat à l'intérieur de manière à permettre leur expulsion du pays constituent des mesures d'ordre public pour ce qui est de tous leurs effets légaux et l'article 112 stipule que l'exercice d'une action pénale par le Ministère public dans les cas de délits qui sont mentionnés dans la Loi générale sur la population est subordonnée à la plainte présentée, dans chacun de ces cas, par le Secrétariat d'Etat à l'intérieur. L'article 96 du règlement d'application de la Loi générale sur la population déjà citée dispose que, lorsque l'infraction consiste en un délit, les autorités chargées des questions démographiques établiront un acte où seront consignés, de manière parfaitement claire, les faits et les documents ou les preuves qui pourront servir à établir l'existence de ce délit. L'original de l'acte ainsi établi et ses annexes seront envoyés, avec l'agrément du Secrétaire ou du Sous-Secrétaire d'Etat à l'intérieur, au Procureur général de la République ou au fonctionnaire compétent du Ministère public, en vue de l'exercice d'une action pénale. L'article 97 du règlement précité stipule que, lorsque la sanction administrative consiste en une arrestation, l'intéressé sera gardé dans des locaux prévus à cet effet et dépendant du Secrétariat d'Etat à l'intérieur ou, s'il n'en existe pas, dans la prison municipale du lieu où doit être opérée l'arrestation, étant entendu que le détenu restera à la disposition des autorités compétentes en matière de démographie. Enfin,

l'article 98 du règlement en question stipule qu'en vue d'exécuter les ordres d'expulsion et de déportation que le Secrétariat d'Etat à l'intérieur décerne contre les étrangers en vertu de la Loi générale sur la population et de son règlement d'application, l'on prendra les mesures appropriées qui consisteront notamment à isoler ou à mettre en sûreté les étrangers dans des établissements réservés aux migrants ou, à défaut, dans des locaux appropriés.

#### Article 30

Les quatre dispositions de cet article correspondent exactement à la pratique juridique mexicaine telle qu'elle est exposée dans les textes en vigueur; son contenu n'appelle donc ni objection ni observation.

#### Article 31

Le contenu de cet article ne donne lieu à aucune objection : ainsi qu'il a déjà été dit, notre droit positif confère aux citoyens mexicains, entre autres garanties, celle qu'énonce l'article 16 de la Constitution qui précise que nul ne peut être molesté en sa personne, sa famille, son domicile, ses papiers et ses biens si ce n'est en vertu d'un ordre écrit de l'autorité compétente qui devra indiquer et motiver la cause légale de son action.

#### Article 32

Les observations qui ont été faites ci-dessus à propos de l'article 29 sont également valables en ce qui concerne l'article 32 dont le contenu ne soulève par conséquent aucune objection.

#### Article 33

Cet article donne lieu aux mêmes observations que celles qui ont été faites à propos des articles 14 et 15 du projet.

#### Article 34

Il convient de mentionner à propos de cet article que le cas en question est prévu en droit mexicain par l'article 29 de la Constitution, selon lequel :

/...

"Dans les cas d'invasion, de perturbation de la paix publique ou de toute autre cause mettant la société en danger ou conflit sérieux, seul le Président de la République mexicaine, d'accord avec le Conseil des ministres et avec l'approbation du Congrès de l'Union et, au cas où celui-ci ne serait pas réuni, de la Commission permanente, peut suspendre dans tout le pays ou dans un endroit déterminé les garanties qui empêcheront de faire face de façon rapide et facile à la situation, mais il devra le faire pour un temps limité, au moyen de dispositions générales et sans que la suspension se limite à un individu déterminé. Si la suspension a lieu lorsque le Congrès se trouve réuni, celui-ci accordera les autorisations qu'il estimera nécessaires pour que l'exécutif puisse faire face à la situation. Si la suspension a eu lieu alors que le Congrès n'est pas réuni, il sera convoqué sans délai pour qu'il accorde les susdites autorisations."

Cet article de la Constitution s'apparente à l'article premier, selon lequel :

"Dans les Etats-Unis mexicains, tout individu jouira des garanties qu'accorde cette Constitution, lesquelles ne pourront être restreintes ni suspendues, sauf dans les cas et aux conditions qu'elle-même établit."

Le cas envisagé ici tombe, au Mexique, sous le coup des deux articles cités ci-dessus et qui sont suffisamment clairs pour dispenser de tout commentaire à propos des dispositions du projet de principes. Les articles 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41 dudit projet portent sur le même point de droit; on trouvera à l'article 19 de la Constitution mexicaine la solution que notre pays a apportée à la situation dont il s'agit.

27. ETATS-UNIS D'AMERIQUE

23 janvier 1963  
[Original : anglais]

Un groupe de travail composé de représentants des organismes compétents du Gouvernement fédéral des Etats-Unis a soigneusement examiné le projet de principes sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté ni détenu. Les membres du groupe ont été unanimes à reconnaître que ce projet définit les conditions essentielles requises pour la protection des personnes arrêtées et détenues. Ils ont fait un certain nombre de suggestions relatives à la forme de ce texte, que les Etats-Unis pourraient présenter lors de la discussion du projet de principes par la Commission des droits de l'homme. Les Etats-Unis voudraient faire, à ce stade, les observations préliminaires suivantes qui portent surtout sur le fond du projet de principes :

1. Préambule. Il faudrait préciser que les principes, tels qu'ils figurent dans le document en question, sont des objectifs et ne constituent en aucune façon des dispositions ayant un caractère obligatoire. Cet éclaircissement est nécessaire afin d'éviter que l'examen ne porte que sur les dispositions dont l'adoption immédiate est considérée comme appropriée ou souhaitable par tel ou tel Etat et afin d'encourager les Etats Membres à se mettre d'accord sur les buts à atteindre. On propose par conséquent que le dernier alinéa du préambule soit remplacé par le texte suivant :

"Recommande que les principes ci-après soient adoptés comme base de la législation et de la pratique en matière d'arrestation et de détention :".

2. Article 10. Les Etats-Unis estiment que la clause selon laquelle toute personne arrêtée devra être traduite sans retard devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires constitue une garantie fondamentale qui devrait être renforcée dans toute la mesure du possible. On propose donc de remanier l'article 10 de manière à exiger que la personne arrêtée soit traduite sans retard devant le juge, aussitôt que celui-ci est disponible au cours de la période de 24 heures prévue; si le juge n'est pas disponible immédiatement, la personne arrêtée doit être traduite devant lui le plus tôt possible et en tout cas dans les 24 heures qui suivront l'arrestation.

/...



3. Articles 20 à 22. Afin de préciser le droit qu'a toute personne arrêtée de choisir un conseil et d'examiner les preuves qui seront utilisées contre elle, on propose de rédiger de la façon suivante la dernière phrase de l'article 20 à partir des mots "à moins que" : "à moins qu'elle ne renonce par écrit à son droit de choisir un conseil; on n'acceptera cependant pas une telle renonciation de la part d'une personne illettrée ou souffrant de débilité mentale".

On propose également de préciser à l'article 22 que par pièces pertinentes l'on entend notamment "toute déclaration faite à la police par la personne arrêtée, tout certificat établi à la suite des examens médicaux ou scientifiques que la personne arrêtée a subis après son arrestation ou sa détention et toute déclaration préalable des témoins produite par l'accusation lors de l'audience préliminaire".

4. Articles 31 à 33. On pourrait envisager de donner plus d'ampleur à ces articles de manière à tenir compte des conditions spéciales qui président à la détention des malades mentaux et des enfants ayant besoin de soins. Des garanties spéciales sont nécessaires dans ces cas, car il arrive souvent que ces personnes doivent faire l'objet d'une mesure d'internement dans des conditions d'urgence, et il se peut qu'elles ne soient pas en mesure de communiquer avec autrui, de coopérer avec leur conseil ou de demander qu'une autorité judiciaire examine s'il y a lieu de les maintenir en détention.

5. Nouveaux articles

A. Les Etats-Unis seraient en faveur de l'adoption d'un article ayant trait au cas des personnes transférées d'une juridiction à une autre sans leur consentement. Cet article pourrait être ainsi rédigé :

"Si une personne est transférée sans son consentement d'une juridiction à une autre ou d'un pays à un autre en violation des dispositions en matière de transfèrement et d'extradition ou de toute autre disposition légale, les autorités de l'endroit où elle a été transférée ne seront pas compétentes pour la juger ou pour examiner les raisons de sa détention et devront la remettre à la juridiction ou au pays d'où elle a été transférée, sans préjudice du droit d'engager, conformément aux dispositions en vigueur, une procédure de renvoi à une autre autorité."

B. Il y aurait lieu d'adopter aussi un article supplémentaire destiné à empêcher que l'on retienne contre le détenu une condamnation prononcée à la suite d'une arrestation ou d'une détention illégale. Les agents chargés de maintenir

l'ordre montreraient sans doute un plus grand respect des droits des accusés s'ils savaient qu'en cas de violation de ces droits, la condamnation peut être annulée. Ce nouvel article pourrait être inséré à la suite de l'article 40 et avoir la teneur suivante :

"Lorsqu'une personne a été condamnée à la suite d'une arrestation ou d'une détention dans des conditions contraires aux dispositions des articles précédents, le tribunal compétent doit annuler la condamnation, sans préjudice de la possibilité d'entamer une nouvelle action en justice, après avoir procédé dans des conditions régulières à l'arrestation ou à la mise en détention de l'inculpé."

-----